



Cabinet du Président

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD, PRÉSIDENT DE LA RÉGION
BRETAGNE,**

Session d'octobre
15 octobre 2020

Cher·e·s collègues,

Je suis ravi encore une fois de vous retrouver. Nous avons déjà vécu ces dernières semaines beaucoup d'événements, nous en vivrons encore beaucoup. Cette session est particulière, bien entendu.

Je veux commencer mon propos en pensant à André LESPAGNOL qui nous a quittés le 13 septembre dernier. Il a été membre de cette assemblée, vous vous en souvenez. Nous sommes nombreux à l'avoir côtoyé jusqu'à il y a peu. Résumer son parcours et vous parler de l'homme qu'il était est quasi impossible en quelques lignes tant il était érudit sur l'histoire maritime bretonne, sur l'histoire malouine riche de sa vision du système éducatif, infatigable lorsqu'il fallait parler du rôle de la science dans le débat public. André était un pur produit de l'école de la République. Son parcours personnel, son parcours professionnel, politique, doit continuer à nous inspirer.

Autre message pour Augustin LE ROCH, qui était moins connu de notre assemblée mais bien connu pour son assiduité et son travail au sein du conseil régional des jeunes. Il siégeait notamment dans la commission jeunesse, puis climat ; il est tragiquement décédé il y a quelques semaines. En hommage à Augustin LE ROCH en hommage à notre ami André LESPAGNOL, je vous demande d'observer une minute de silence.

Je le disais il y a un instant, en votre nom je veux souhaiter la bienvenue aux nouveaux élus, à Katja KRÜGER et Hervé GUELOU. Ils arrivent dans une assemblée bousculée par le Covid-19 mais toujours mobilisée au service de nos missions, au service des Bretons, au service de la Bretagne. Bienvenue à vous.

Salutations amicales à Gérard LAHELLEC, je le félicite, nous nous félicitons pour son élection. Je connais ses capacités, ses connaissances, sa vision politique. Je suis ravi de le savoir parmi les parlementaires pour réfléchir à beaucoup de sujets sur lesquels nous avons tous eu, ici, des

expressions. C'est un grand honneur de t'avoir dans l'équipe et un grand plaisir de te voir poursuivre au sein de la Chambre haute.

Notre session s'ouvre aujourd'hui au lendemain de la prise de parole du président de la République. Il l'a dit nous faisons face à une seconde vague de ce virus qui transforme nos vies depuis des mois, qui fait des malades, qui fait des morts, qui paralyse nos libertés, nos envies d'être ensemble, nos désirs de partage et qui bouscule l'ensemble de nos activités économiques et culturelles. Je pense à toutes les familles endeuillées, angoissées je pense à ceux qui voient leurs emplois disparaître à ceux qui perdent leur entreprise, souvent l'effort d'une vie de travail. Je pense aussi bien entendu aux régions plus touchées encore que nous à ce jour, à ces métropoles très impactées qui vont vivre encore plus durement les semaines à venir.

Ce virus, j'ai eu l'occasion de le dire, nous oblige à nous demander à chaque instant ce qui est essentiel dans nos vies, dans nos métiers, dans nos engagements. Aller à l'essentiel pour une session de notre assemblée, c'est débattre de l'avenir de la Bretagne, c'est participer à sa protection et à son développement. Aller à l'essentiel, c'est toujours penser aux Bretonnes aux Bretons dans notre travail d'élus.

Cette session sera particulièrement concrète et utile pour la Bretagne. D'abord avec notre contribution au plan de sauvetage et d'avenir de Brittany Ferries. Cette entreprise fait partie de notre patrimoine commun. Elle incarne une part de l'histoire agricole de la Bretagne. Elle a vu passer des générations de marins français, souvent Bretons, qui font de cette entreprise un symbole mais aussi une force, une force pour le pavillon France, une force pour la Bretagne et une force pour demain. L'héritage de cette histoire se lit dans la présence des régions Bretagne et Normandie au capital des sociétés qui détiennent les navires. Ce lien fait de nous un partenaire de Brittany Ferries et renforce notre obligation d'agir dans une période où la disparition de l'entreprise devient une issue possible. Notre contribution avec la Normandie vise à éviter le pire et à très vite retrouver le meilleur. 85 millions d'euros qui s'ajouteront au soutien de l'État et à l'effort de l'ensemble des créanciers.

Pour notre Région, c'est aujourd'hui 30 millions d'euros que nous allons voter lors de cette session dont 15 millions versés d'ici la fin de l'année. C'est un investissement record pour nos régions assorti bien sûr de conditions, de contreparties. Pour ce qui est de la compagnie nous voulons participer à un plan d'avenir qui maintienne les activités en Bretagne, qui ancre la BAI sur les ports de Roscoff et de Saint-Malo, qui puisse, bien sûr, sauvegarder un maximum d'emplois. Nous voulons être partenaires d'un plan offensif et pas simplement défensif et nous sommes prêts, si cela a du sens, à devenir partenaire au capital de l'entreprise, nous l'avons déjà dit.

Je veux saluer l'engagement passionné de Jean-Marc ROUÉ, passionné de son équipe et de l'ensemble des salariés pour leur entreprise et pour la Bretagne.

Je parlais de contreparties, je parlais de condition et bien entendu la condition c'est que l'État soit à nos côtés. Il y a eu le PGE, il y a eu le chômage partiel, qui ont maintenu l'entreprise à flots comme beaucoup d'autres et c'est indispensable de le redire. Nous avons ouvert plusieurs pistes financières au-delà de cela pour assurer la pérennité. Des pistes financières, des pistes sociales et le dossier avance pour le moment positivement en bonne intelligence et je veux remercier le premier ministre Jean CASTEX pour son engagement sur ce dossier. Par contre, il convient maintenant que les engagements soient tenus jusqu'au bout, au-delà de la loi de finances à venir, tenus sur le plan pluriannuel que nous sommes en train de travailler, c'est indispensable, et tout écart entre les promesses et les réalisations se payeront cash.

Avec son pavillon France, ses marins, son nom à consonance anglaise et ses racines bretonnes, cette compagnie est un symbole et c'est tous ensemble que nous allons lui redonner des perspectives.

Autre symbole, le Tour de France. Le grand départ sera donc en Bretagne, la Bretagne en 2021. Et comme tout commence en Finistère les premiers coups de pédales seront donnés à Brest. La Bretagne aime le vélo. La Bretagne aime les fêtes populaires et nous avons tous l'envie que nos commerces, nos hôtels, nos restaurants et bars retrouvent de la vie, retrouvent du chiffre d'affaires. Les crédits que nous engageons pourraient, à la limite même, être intégrés à notre plan de relance économique. Le parcours sera officialisé le 29 et je vous confirme que toute la Bretagne sera de la fête.

Autre symbole encore dans cette session que Diwan. Nous devons, une nouvelle fois, venir au secours de Diwan dans cette période si particulière, dans cette nouvelle crise. Au-delà de ce soutien que nous voterons aujourd'hui, je veux redire que sur le sujet des langues régionales nous devons poursuivre la bataille pour que le forfait scolaire soit mis en œuvre, tel que cela avait été négocié avec Édouard PHILIPPE, tel que les élus Bretons l'avaient validé.

Je veux aussi vous partager mes inquiétudes sur le système des options au Bac. Nous sommes plusieurs à être intervenu ; j'ai écrit, là aussi, au gouvernement. Un choix toujours possible que de pratiquer sa langue, ses langues jusqu'au Bac mais qui dans certains cas pénalise le Breton, nous le voyons bien dans cette réforme mise en œuvre. Je souhaite qu'une issue positive soit trouvée. Enfin, puisque c'est la fin de la dernière convention spécifique qui nous lie au rectorat, nous sommes en train de travailler sur la future convention avec l'ensemble des acteurs et tout cela doit nous permettre d'avancer, de trouver des solutions. Comme dans cet hémicycle je sais que nous soutenons tous cette démarche pour nos langues, nous n'avons pas de raison de croire que nous n'y arriverons pas et nous devons faire en sorte d'y arriver.

Concernant le dossier sur les filières halieutiques qui vous est proposé lors de cette session, il est l'occasion de redire toute l'importance de cette filière pour notre économie, pour l'aménagement du territoire, pour le plaisir et la qualité dans nos assiettes et pour notre fierté. Bien sûr, le Brexit va secouer la pêche comme le Covid a secoué la pêche. Il est là ce Brexit, tout le monde doit en prendre

conscience, nous avons tendance à l'oublier avec la crise Covid. La crise dans la crise génère une multiplication de points d'inconnues mais nous avons un monde qui est en train de changer, la Bretagne sera une frontière. Nous allons y perdre mais nous devons y perdre le moins possible.

Vous le savez j'ai pris la présidence du groupe de contact entre régions européennes et britanniques au sein du Comité des régions. J'ai à cette occasion eu des échanges renouvelés avec Michel BARNIER pour redire notre engagement, notre attachement à nos marins pêcheurs, à ces activités indispensables à notre territoire. Je sais que Pierre KARLESKIND, de son côté, œuvre au parlement européen, dont il préside la commission pêche et c'est une chance pour la Bretagne. Je le remercie de sa mobilisation, de son engagement pour la pêche et pour la Bretagne, de sa présence aussi dans le Comité politique Brexit que j'anime régulièrement. Nous sommes mobilisés tous, je veux parler de ce groupe politique, je peux parler de la Commission de la semaine dernière, je peux parler des réunions de travail que nous conduisons en Bretagne à Paris et à Bruxelles pour avancer sur toutes les solutions, toutes les solutions, qu'il y ait accord ou pas nous permettant de préserver notre activité de pêche et de faire en sorte que cette activité ô combien importante pour la Bretagne reste une réalité partout en Bretagne et que les 120, 130 bateaux qui seront impactés par la fermeture des eaux britanniques ne viennent pas en cascade abîmer l'ensemble de notre flotte et l'ensemble de notre activité.

Je pense aussi à l'activité sur terre, dans les criées, dans nos ports et tout ce qui découle de cela. C'est un sujet ô combien important. Nous sommes tous mobilisés et nous avons besoin de continuer à affirmer nos lignes. C'est la raison pour laquelle je proposerai un vœu dont j'ai parlé ce matin en conférence des présidents

Sur le numérique, le Covid ne ralentira pas le déploiement. Nous sommes en phase de travaux partout sur la Bretagne pour la fibre, la fibre pour tous. Notre objectif de 2026 reste le même. La crise sanitaire a démontré que la fibre est la bonne réponse pour se connecter à Internet et nous voyons l'attente forte, très forte de nos habitants. Nous voyons aussi les communes relire vivre une nouvelle manière de fonctionner avec cette fibre qui est arrivée dans beaucoup de villages même si nous sommes en retard et que nous devons faire en sorte de rattraper le temps perdu et faire en sorte que nous puissions continuer à développer et à tenir la ligne de 2026 ; Gwenegon BUI en parlera tout à l'heure.

Pour conclure mon propos, quelques mots en dehors de l'ordre du jour sur les sujets d'actualité qui nous concernent, qui concernent les Bretonnes et les Bretons.

La politique agricole commune d'abord, la régionalisation de la politique agricole commune pour accompagner les transitions est le sens de l'histoire. Nous en sommes persuadés, nous avons déjà débattu, je sais les positions qui divisent ces bancs. Depuis ce débat, depuis ce vote, Olivier ALLAIN et moi-même avons rencontré le gouvernement le ministre agriculture. Les débats sont toujours en

cours. Notre position sur la PAC est connue et dans ce sujet complexe de la PAC il y a un sujet particulier, le sujet des MAEC ; le sujet des MAEC qui est d'actualité au regard de l'arbitrage du gouvernement. Nous avons démontré avec notre politique de portage des mesures agri environnementales que nous savions engager des transformations profondes avec le monde agricole, profonde et massive. Profonde et massive puisque nous parlons bien là de transformation à grande échelle avec plus de 5 000 contrats signés avec les agriculteurs Bretons. Aussi nous demandons la possibilité de pouvoir poursuivre et accélérer cet accompagnement vers l'agroécologie, de faire en sorte que nous soyons toujours à la manœuvre pour agir, pour transformer, pour accompagner celles et ceux qui sur le territoire nous nourrissent. Avec Alain ROUSSET nous avons saisi le gouvernement car il nous faut désormais une position claire pour avancer. C'est important pour l'avenir de nos agriculteurs, c'est important pour cet actif que sont les sols, les sols par lesquels passeront beaucoup de solutions d'avenir y compris sur le climat et le carbone. C'est important pour notre autonomie alimentaire et, bien entendu, c'est important parce que les citoyens le demandent, les consommateurs de plus en plus ; les acteurs sont prêts et souvent en avance, plus en avance, que les politiques.

Arrêtons, arrêtons vraiment d'avoir peur dès que le mot régionalisation est prononcé. Je pense que sur ce sujet, comme sur d'autres, nous avons des solutions partagées, des solutions que nous pouvons assumer sur nos territoires.

Puisque je parle de souveraineté, autre sujet de souveraineté, Technicolor Nokia. Même questions avec Technicolor et Nokia : voulons nous que nous ayons ou pas une souveraineté numérique ? voulons-nous rester en France et en Europe un territoire du numérique ? où voulons nous devenir de simples consommateurs de produits et de services, conçus et construits ailleurs, en se disant que finalement le cœur de notre économie ne serait pas cela ?

Il y a un sujet industriel, il y a un sujet d'emplois, il y a un sujet d'aménagement du territoire mais il y a aussi un sujet de souveraineté ; de souveraineté dans un moment où nos concitoyens sont très attachés à savoir comment les données sont traitées comment les outils fonctionnent comment tant sur le niveau de la santé que du fonctionnement démocratique que les choses se mettent en place avec des outils certes puissants mais qui par moments peuvent être angoissants.

Concernant Nokia, la Bretagne n'attend pas l'aumône de quelques postes épargnés. Nous voulons un plan de souveraineté et une stratégie industrielle qui maintiennent les emplois sur le territoire. Il faut aller chez Nokia, il faut aller à Lannion se rendre compte, d'abord de l'histoire, et se rendre compte de la vie des hommes et des femmes qui sont, bien entendu, dans une situation de détresse et d'angoisse surtout quand ils lisent la presse internationale et qui voient les contrats s'accumuler pour Nokia actuellement et au passage le cours de bourse exploser. Comment voulez-vous que nos concitoyens comprennent quelque chose.

Les équipes de Lannion, les équipes de la Région, sont prêtes à travailler plus en profondeur avec l'État car si le sujet de souveraineté numérique est européen et national le sujet de l'ancrage des emplois et de l'atterrissage des projets est autant régional que national.

Concernant Air France, Hop! Morlaix. Le sujet est simple : ils nous doivent nos 240 emplois. Il est impensable que l'État sauve Air France avec plus de 7 milliards d'euros sans obtenir le maintien de ses 240 emplois à Morlaix. Je le redis, il fait bon vivre à Morlaix ! Au moins aussi bien ou mieux que dans bien d'autres territoires en bordure des grandes plateformes aéroportuaires, aussi bien ou mieux qu'à Nantes à Lyon à Orly ou à Roissy. Je ne parle pas là du sauvetage d'un aéroport commercial, certains ne suivent pas forcément de très près l'actualité, je parle bien d'une base administrative, d'une base technique de la compagnie nationale et rien ne justifie cette politique de concentration des emplois dans les métropoles surtout avec des milliards d'argent public.

Une nouvelle rencontre est prévue avec les dirigeants d'Air France la semaine prochaine, j'ai convié le maire de Morlaix, bien entendu, j'ai demandé à ce que le gouvernement y soit représenté, c'est indispensable. Il est temps que l'on soit entendu. Il est vraiment temps qu'on soit entendu. Sinon je vous le dis ça finira mal pour tout le monde.

Encore au nord de notre Bretagne, les énergies marines ont fait débat jusque dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Je dois vous avouer ma surprise sur le ton, les mots utilisés, vous redire que la ligne qui est la nôtre, la ligne de cette majorité sera tenue, elle est simple : viser l'autonomie énergétique et garder la pêche. Dans l'accord de 2012 avec le comité des pêches, comité des pêches départemental, comité des pêches régional qui a rendu possible l'épopée du parc de Saint-Brieuc, il y avait des conditions pour que la pêche soit maintenue, pour que les pêcheurs soient légitimement rassurés sur les impacts de ce projet pendant les travaux comme sur le long terme. Huit ans après, après tant et tant de procédures, après certaines études abouties et alors que d'autres études tardent, le comité des pêches le rappelle fermement ; vous l'avez lu comme moi ce matin encore dans la presse. Je veux dire que je serai garant de la tenue de cet accord, les pêcheurs le méritent, nous leur devons cette attention. Alors, oui c'est difficile, oui il faut des compensations pour la période du chantier, oui il faut des études scientifiques abouties et les rendre publics, oui il y a trop longtemps que cela dure mais au final que voulons-nous dans le domaine énergétique pour la Bretagne car je le redis, sans vouloir faire un effet d'annonce, nous avons besoin d'assumer nos responsabilités en production énergétique. Nous avons besoin de produire des énergies décarbonée et ceux qui sont contre tout et n'offrent aucune solution, en embarquant d'ailleurs au passage celles et ceux qui légitimement s'inquiètent, prennent des risques et prennent des risques y compris pour l'avenir de notre société y compris pour notre souveraineté.

Le courage et la constance doivent nous guider, comme sur d'autres dossiers il faut travailler, dialoguer, aller au contact, partager les contraintes et avoir envie de trouver une solution, des

solutions avec les pêcheurs, avec les maires, avec celles et ceux qui vivent sur ce territoire. J'ai envie de trouver une solution car la Bretagne en a besoin.

Je ne veux pas oublier, alors que je termine mon propos, Fonderie de Bretagne qui n'est plus à la Une de l'actualité mais qui reste un sujet ô combien important. Nous nous sommes battus pour que l'usine ne ferme pas, pour que les travaux de la revue stratégique démarre, ils doivent se poursuivre dans le respect des salariés et je serai particulièrement attentif, dans la période, aux commandes du seul client de Fonderie de Bretagne qu'est Renault. Parce que dans la période, il convient de vérifier que la masse de travail attribuée à cette entreprise reste à la hauteur des engagements, là aussi de l'État, pour sauver cette entreprise.

Je n'oublie pas bien sûr les gérants de boîtes de nuit, de bars, de restaurants, d'hôtels, dont le travail d'une vie pourrait disparaître. Je n'oublie pas tous les travailleurs indépendants, les salariés pour qui le chômage partiel est une perte de revenus et ceux pour qui le télétravail vient compliquer la vie. Une vie compliquée déjà par ce risque Covid.

Ce sont tous ses visages rencontrés dans les usines, dans les commerces, sur nos ports comme dans nos villes que j'ai en tête chaque jour. Alors à nous, chers collègues, de nous mobiliser et de mobiliser toutes nos forces pour préserver les emplois, pour protéger les salariés.

Pour finir enfin, la réunification. Elle va dans le sens de l'Histoire, nous en convenons tous. Cet hémicycle depuis 20 ans vote des vœux unanimes et conformes. Le rassemblement de dimanche dernier a été une illustration comme l'ont été de nombreux rassemblements et manifestations depuis longtemps. Nous avons pris la décision lors du dernier budget de sanctuariser 100 000 euros pour organiser un référendum. Nous serons prêts nécessairement à assumer nos responsabilités au-delà. Nous sommes donc prêts et puisqu'il faut encore démontrer la pertinence de notre conviction la Région participera aux études qui montreront le sens de ce rapprochement tel que cela a été évoqué par les élus de Nantes, de Loire-Atlantique ou du reste de la Bretagne administrative dimanche dernier.

Imaginons notre façade maritime de Saint-Malo à Saint-Nazaire rassemblée dans un grand port de Bretagne et à plusieurs quais. Imaginons ce que nous pourrions faire en termes d'aménagement du territoire avec trois métropoles au service des autres territoires. Imaginons la puissance qu'aurait notre budget culture, nos capacités d'innovation, nos moyens pour réussir les transitions.

Nous ne sommes pas dans un régionalisme de repli mais bien dans la régionalisme offensif ouvert qui donne envie et confiance en l'avenir. Sur ce sujet je n'ai jamais bougé, je ne bougerai pas et je souhaite profondément que cette question soit enfin réglée au cours du prochain mandat régional.

Cher·e·s collègues, je vous remercie.